

# COMBLER LE FOSSÉ NUMÉRIQUE : POUR UN MEILLEUR FINANCEMENT DE LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE DE LA SANTÉ EN AFRIQUE

## Faits et chiffres clés sur l'Afrique

- **38/54** - Pays disposant d'une stratégie nationale de santé numérique<sup>1</sup>
- **66 %** - Pourcentage de personnes n'ayant pas accès à l'internet
- **15 % contre 50 %** - Fossé numérique en matière d'accès à Internet entre les zones rurales et urbaines<sup>2</sup>
- **2 %** - Dépenses nationales de santé en % du PIB
- **30 %** - Niveau des dépenses de santé payées de leur poche<sup>3</sup>
- **Inconnu** - Dépenses nationales/régionales en matière de santé numérique

## Investir dans la transformation numérique de la santé en Afrique

Les systèmes de santé dans le monde évoluent rapidement, sous l'impulsion de l'introduction des technologies numériques, de l'intelligence artificielle et de l'utilisation de grands ensembles de données. La transformation numérique a le potentiel d'élargir l'accès aux soins de santé et d'accélérer les progrès vers la cible de l'Objectif de développement durable consistant à atteindre la couverture sanitaire universelle d'ici 2030. Nous sommes

arrivés à un moment du parcours de la santé numérique où nous devons penser au-delà de l'amélioration des systèmes de santé par l'introduction de technologies ou de solutions numériques individuelles et envisager plutôt la transformation numérique globale des systèmes de santé.

Basé sur le rapport de Transform Health intitulé **Comblé le fossé numérique : Pour un meilleur financement de la transformation numérique de la santé**<sup>4</sup>, ce dossier explore la situation en Afrique, avec des recommandations pour guider les investissements et les actions dans la région vers la santé pour tous à l'ère numérique.

<sup>1</sup> Gouverner l'avenir de la santé en 2030. [Compilation des politiques et stratégies nationales en matière de santé numérique](#). Consulté le 28 novembre 2022.

<sup>2</sup> UIT. [Measuring Digital Development: Facts and Figures 2021](#). 2022.

<sup>3</sup> Base de données de la Banque mondiale. Consulté le 25 novembre 2022.

<sup>4</sup> Transform Health. [Comblé le fossé numérique : Pour un meilleur financement de la transformation numérique de la santé](#). Bâle: Transform Health; 2022.

## L'état de la transformation numérique de la santé en Afrique

La transformation numérique de la santé est en bonne voie en Afrique. Si les niveaux de maturité numérique varient, avec des pays aux deux extrêmes, la plupart des pays africains introduisent une gamme croissante de solutions numériques dans les soins de santé publics et privés. Au cours de la dernière décennie, une vague de technologies numériques dans le domaine de la santé a révolutionné la prestation des soins, la prévention des maladies et la gestion des produits de santé. Les systèmes d'information sanitaire numérisés ont rendu les données plus accessibles, facilité une meilleure planification et prévision et amélioré la surveillance des maladies.

La majorité des pays africains disposent d'une stratégie de santé numérique dédiée, intégrée aux plans stratégiques du secteur de la santé et alignée sur des programmes nationaux de transformation numérique plus larges. La plupart de ces stratégies de santé numérique sont alignées sur la boîte à outils de la stratégie nationale en matière de cybersanté de l'OMS et de l'UIT et présentent des plans pour renforcer chacun des éléments constitutifs de la santé numérique, améliorer l'interopérabilité et réduire la fragmentation des systèmes et des données<sup>5</sup>. Cependant, très peu de stratégies africaines de santé numérique sont accompagnées d'un plan de mise en œuvre évalué.

Les informateurs clés de la région qui ont été interrogés pour Comblent le fossé numérique notent que la mise en œuvre des stratégies de santé numérique est inégale, des obstacles persistants faisant obstacle à une transformation numérique plus rapide et plus équitable. Sur tout le continent, les pays citent des lacunes en matière de culture numérique et de compétences informatiques, la faiblesse des infrastructures, le manque de coordination des systèmes et l'insuffisance de la capacité Internet. Malgré l'introduction des systèmes numériques, des coupures de courant régulières entravent

leur utilisation et obligent les prestataires de soins à revenir au papier. Il en résulte une résistance aux solutions numériques, qui sont considérées comme une contrainte et un surcroît de travail inutile.

De nombreuses solutions de santé numérique sont introduites en tant que projets pilotes, mais ne sont pas intégrées dans le service de santé ou portées à l'échelle. La prolifération des acteurs de la santé numérique en Afrique a contribué à la fragmentation et a créé des défis de gouvernance pour les décideurs politiques. Au Kenya, par exemple, plus de 230 organisations différentes ont été identifiées comme étant actives dans l'espace de la santé numérique avec plus de 123 projets<sup>6</sup>. Les investissements dans la santé numérique sont aussi souvent concentrés sur les systèmes d'information sur la santé et les réponses aux maladies individuelles plutôt que sur les systèmes de santé centrés sur le patient. Les transformations numériques inégales contribuent également aux inégalités en matière de santé, les projets de santé numérique étant souvent mis en œuvre dans les grands centres urbains et moins dans les zones moins densément peuplées. Les niveaux d'exclusion numérique sont devenus évidents pendant la pandémie COVID-19, au cours de laquelle les services cliniques essentiels ont été poussés à leur limite et les communautés déconnectées n'ont pas pu accéder aux services de santé.

## Aperçu du financement de la santé numérique dans la région

Les systèmes de santé africains se composent d'un mélange de soins de santé publics financés par l'État, de prestataires de soins de santé privés, de donateurs et d'organisations non gouvernementales et confessionnelles. Selon la Banque mondiale, les pays d'Afrique subsaharienne consacrent en moyenne 4,97 % de leur PIB à la santé, un taux inférieur à celui du début du siècle et bien inférieur à la moyenne mondiale de 9,83 %<sup>7</sup>. Cela équivaut à une moyenne d'à peine 190 dollars par habitant pour la santé (contre une moyenne mondiale de 1 459

<sup>5</sup> Organisation mondiale de la santé et Union internationale des télécommunications. [National eHealth strategy toolkit](#). Union internationale des télécommunications. 2012.

<sup>6</sup> Gitau RN. [Assessing eHealth knowledge diffusion within the public health sector in Kenya using social network analysis](#) (thèse de maîtrise). Université du Cap, Faculté des sciences de la santé. (2020).

<sup>7</sup> [Base de données de la Banque mondiale](#). Consulté le 25 novembre 2022.

dollars par habitant). Les dépenses personnelles représentent environ un tiers des dépenses de santé actuelles sur le continent.<sup>8</sup>

À ce jour, la plupart des fonds destinés à la transformation numérique des systèmes de santé proviennent de partenaires donateurs, dont les CDC, l'USAID, le PEPFAR, le Fonds mondial, la GIZ et la Fondation Gates, entre autres, les ministères de la santé fournissant principalement des fonds pour la coordination des divisions de santé numérique. Les acteurs privés dominant également l'arène en investissant dans des systèmes de santé numériques à des fins diverses, notamment la télémédecine, la chaîne d'approvisionnement, les diagnostics et la gestion des produits, etc. Au cours de la dernière décennie, on a également constaté une forte augmentation des financements de start-up dans le domaine de la santé numérique, en particulier dans les hubs tels que le Kenya, le Nigeria et l'Afrique du Sud.

De nombreux pays africains ne disposent pas d'organes permettant de coordonner efficacement les financements externes (et internes) et la forte dépendance à l'égard des financements externes limite l'appropriation nationale de la santé numérique. Pour remédier à cette situation, de nombreux gouvernements nationaux s'efforcent de renforcer le rôle de coordination du gouvernement hôte et d'exiger des principales parties prenantes (y compris les donateurs et les partenaires de développement) qu'elles alignent leurs investissements sur la mise en œuvre des stratégies nationales en matière de santé numérique.

Les informations sur le montant que les pays africains investissent dans la santé numérique ne sont pas disponibles publiquement. La santé numérique n'est généralement pas mise en avant dans les budgets de santé nationaux et les dépenses en matière de santé numérique ne sont pas systématiquement déclarées. Les données autodéclarées sur l'Éthiopie, le Ghana, le Mali et le Nigeria, rassemblées pour l'indice mondial de la santé numérique, indiquent que moins de 1 % des dépenses de santé publique sont consacrées à la santé numérique, tandis que le Bénin indique entre 1 et 3 %. Dans le même indice, le Cap-Vert, la RDC, la Sierra Leone

et l'Ouganda déclarent qu'aucune information n'est actuellement disponible.<sup>9</sup>

## Domaines d'investissement prioritaires en Afrique

La recherche régionale et les entretiens avec les informateurs clés pour Comblent le fossé numérique ont mis en évidence trois grandes priorités d'investissement afin d'accélérer la transformation numérique équitable de la santé.

**1 Infrastructure** - Bien que les gouvernements nationaux de la région aient fait des efforts pour améliorer l'alimentation électrique, la connectivité Internet et les systèmes de stockage, des lacunes subsistent. Les communautés marginalisées, en particulier dans les zones rurales, ne bénéficient toujours pas d'une couverture réseau ; par conséquent, les outils numériques nécessitant l'internet ne peuvent y être utilisés.

**2 Interopérabilité des systèmes** - Une plus grande interopérabilité est nécessaire dans tous les aspects de la prestation de services de santé afin d'améliorer la collecte, le partage et le stockage des données de santé. Des investissements sont particulièrement nécessaires pour remédier à la fragmentation des systèmes de données et améliorer la normalisation. De nombreux pays ont également besoin d'un soutien supplémentaire pour adopter pleinement et optimiser les dossiers médicaux électroniques et les systèmes d'information sur la santé, notamment en renforçant la gouvernance des données.

**3 Renforcer la capacité et l'alphabétisation numériques** - La transformation numérique est liée à la disponibilité d'informaticiens qualifiés ainsi que d'agents de santé et d'utilisateurs de services maîtrisant le numérique. Des investissements sont donc nécessaires pour promouvoir l'éducation numérique dans l'enseignement primaire et supérieur, ainsi que pour développer en permanence les compétences techniques du personnel de santé et des fonctionnaires.

<sup>8</sup> [Base de données de la Banque mondiale](#). Consulté le 25 novembre 2022.

<sup>9</sup> [Indice mondial de la santé numérique](#). Consulté le 28 novembre 2022

## Estimation des coûts

Les planificateurs de la santé en Afrique manquent actuellement d'informations fiables sur les coûts à court et à long terme de la transformation numérique de leurs systèmes de santé. Des données fiables sur les investissements dans la santé numérique dans la région Afrique ne sont pas disponibles publiquement. Les modèles qui estiment le coût des solutions numériques sont souvent basés sur des programmes à court terme ou extrapolés à partir de projets pilotes et d'environnements de recherche, ce qui peut ne pas représenter avec précision les données du monde réel ou ne pas être transférable à différents contextes dans la région. Ce manque de preuves solides sur les questions d'investissement dans la santé numérique dissuade également les investisseurs ou les donateurs d'intervenir dans la région.

Le Cameroun est un exemple de pays africain qui a développé une stratégie de calcul des coûts par activité, estimant que la mise en œuvre de son plan stratégique national de santé numérique 2020-2024 coûtera 19 000 000 USD sur 5 ans. Cela représente environ 0,14 USD par personne et par an.

Comblant le fossé numérique estime que 12,5 milliards USD sont nécessaires pour soutenir la transformation numérique des systèmes de santé dans les pays à revenu faible et moyen inférieur au cours des cinq prochaines années. Ce chiffre est basé sur un scénario de coût moyen pour neuf domaines d'investissement prioritaires. Cela se traduit par un investissement annuel d'au moins **0,60 USD par personne et par an**, soit quatre fois plus que l'estimation du Cameroun. Alors qu'environ 60 à 70 %<sup>10</sup> de ce besoin de financement devrait pouvoir être couvert par des sources nationales, le déficit restant serait idéalement couvert par des donateurs multilatéraux et des banques de

développement, des mécanismes de financement mondiaux existants, des fondations privées et des donateurs bilatéraux.

Les véritables besoins d'investissement devront en fin de compte être déterminés pays par pays et sur la base de stratégies de santé numérique et de feuilles de route d'investissement évaluées. Les investissements dans la transformation numérique des systèmes de santé devront également être complétés par des investissements plus larges visant à accroître la connectivité et l'utilisation du numérique au sein de la population, ainsi que par des investissements destinés à aborder l'environnement favorable au sens large.

## Comblant le fossé financier

La transformation numérique de la santé offre un grand potentiel pour optimiser les soins aux patients en Afrique ainsi que pour renforcer la responsabilité. Des systèmes de santé numériques plus efficaces permettront aux gouvernements de déterminer avec précision la charge de morbidité de leur pays et de déployer les ressources appropriées. Les données générées par les approches numériques et l'application de l'IA et de l'apprentissage automatique peuvent également aider les pays à concevoir et à mettre en œuvre un large éventail de programmes à la fois ciblés et nationaux qui pourraient apporter des améliorations phénoménales en matière de santé. Si l'augmentation des investissements dans la transformation numérique n'entraînera pas nécessairement une baisse des dépenses de santé à court terme en raison des ressources nécessaires à la construction et à la maintenance des infrastructures et des systèmes numériques, elle permettra certainement de réduire les coûts unitaires de certains services, d'améliorer l'efficacité et, par conséquent, d'améliorer les résultats en matière de santé.

<sup>10</sup> Il s'agit d'une estimation indicative en référence à la proportion des dépenses nationales par rapport aux dépenses d'aide internationale dans les pays à revenu faible et moyen inférieur, les dépenses de santé de la base de données mondiale des dépenses de santé de l'OMS, et les proportions d'investissement national de la projection des ressources disponibles de la 7e reconstitution du Fonds Mondial

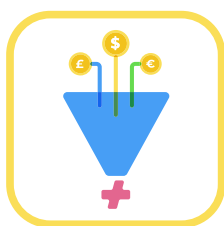
## Recommandations pour les gouvernements et les bailleurs de fonds de la santé numérique

*Comblant le fossé numérique* appelle les gouvernements nationaux, les donateurs et les partenaires de développement, ainsi que le secteur privé, à augmenter et à mieux coordonner les investissements dans la transformation numérique équitable, inclusive et durable des systèmes de santé dans les pays à revenu faible et moyen inférieur. Le rapport énonce six recommandations essentielles pour accroître et améliorer l'impact des investissements dans la transformation numérique des systèmes de santé.



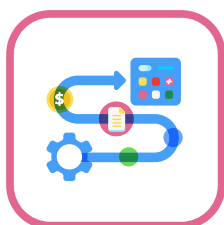
### Recommandation n° 1 : Plus d'investissements dans la transformation numérique de la santé

Les gouvernements et les bailleurs de fonds internationaux devraient accorder la priorité au financement pour aider les pays à revenu faible et moyen inférieur de la région à transformer numériquement leurs systèmes de santé, en veillant à ce que les investissements soient durables et soutiennent l'équité, l'inclusion et les droits de l'homme. Les investissements devraient donner la priorité aux lacunes mentionnées ci-dessus, à savoir l'infrastructure numérique, l'interopérabilité et le renforcement des capacités numériques des agents de santé et du personnel gouvernemental.



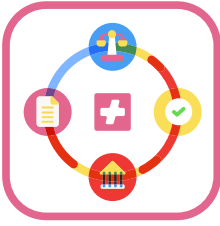
### Recommandation n° 2 : Des investissements mieux coordonnés et alignés

Les donateurs doivent veiller à ce que leurs investissements soient coordonnés et alignés sur les priorités nationales, avec des mesures mises en place pour assurer la rentabilité des programmes financés par l'extérieur. Les groupes de coordination des donateurs et les partenariats public-privé font partie des mécanismes qui doivent être renforcés pour réduire la prolifération de projets de santé numérique fragmentés, la duplication des ressources et les silos de données. Une plus grande coordination entre les pays africains créera des opportunités pour reproduire les réussites de la transformation numérique dans la région et tirer des leçons des expériences des autres pays.



### Recommandation n° 3 : Élaborer des feuilles de route pour les investissements

Les gouvernements devraient développer (ou mettre à jour) des plans stratégiques et des feuilles de route d'investissement évalués pour la transformation numérique de la santé, y compris le développement de la connaissance et des compétences en matière de santé numérique, en tant que partie intégrante de leur programme de CSU et de renforcement des systèmes de santé. Des investissements durables dans la région ne seront réalisés que lorsque les différents acteurs connaîtront, sur la base de données efficaces, les coûts réels de la transformation numérique. Il s'agit notamment de sensibiliser à l'importance des coûts récurrents essentiels tels que la formation des ressources humaines et le soutien technique. La mise au point d'évaluations coûts-avantages et d'évaluations d'impact opportunes des initiatives de santé numérique contribuera à renforcer l'élaboration de politiques et d'investissements fondés sur des données probantes.



#### **Recommandation n°4 : Renforcer les environnements politiques et réglementaires**

Les gouvernements nationaux doivent renforcer leurs cadres législatifs et réglementaires et élaborer les politiques nécessaires pour guider la transformation numérique inclusive, équitable et durable de leur système de santé. Ces cadres doivent inclure l'élaboration de normes minimales pour les systèmes de santé numériques et de mécanismes permettant de faire respecter ces normes. Les pays devraient également élaborer des normes d'interopérabilité et d'intégration pour permettre un partage sécurisé et transparent des données. Tous les processus politiques doivent inclure tous les groupes de parties prenantes concernés et donner la priorité à des questions telles que la gouvernance des données de santé. Un environnement de politique publique transparent accroît la sécurité de la planification et des investissements pour les donateurs internationaux et le secteur privé et clarifie les incitations et les attentes.



#### **Recommandation n°5 : Créer des mécanismes permettant un engagement significatif des différentes parties prenantes**

L'implication de parties prenantes issues de multiples secteurs et milieux dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des stratégies de transformation numérique permettra de s'assurer qu'elles reflètent les besoins des différentes communautés. La participation de groupes tels que les jeunes, les femmes, les personnes âgées, les personnes handicapées et les communautés marginalisées et difficiles à atteindre devrait être soutenue financièrement afin de garantir que les personnes de toutes les couches de la société soient représentées et puissent demander des comptes aux décideurs et aux prestataires de services.



#### **Recommandation n° 6 : Comblent le fossé numérique**

L'impact de la numérisation, même dans les pays où elle est plus avancée, sera limité si l'on ne met pas l'accent sur l'équité. L'équité doit être le principe fondamental autour duquel s'articule toute stratégie de santé numérique ou feuille de route d'investissement, en donnant la priorité aux populations les plus éloignées de la couverture sanitaire universelle. Les gouvernements et les donateurs doivent prioriser des actions stratégiques, ciblées et coordonnées pour combler les fossés existants en matière d'accès numérique, une condition préalable à l'accès aux services de santé numériques. La priorité doit être donnée à l'amélioration des infrastructures d'alimentation et de connectivité dans les établissements de santé et dans les communautés rurales.